Revue des reuvues

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **141 (1996)**

Heft 6-7

PDF erstellt am: **02.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Revue des revues

Défense nationale [1],

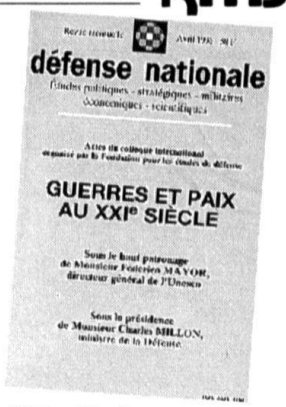
Mars et avril 1996

Le retournement de l'opinion en Russie

Dans *Défense nationale* de mars, retenons l'article de Jacques Sapir sur la « Situation économique et sociale en Russie ». Les conditions de la privatisation des entreprises engendrent des critiques importantes. Ce sont surtout les proches du pouvoir qui se sont enrichis, notamment les milieux libéraux. L'opinion l'a bien perçu, ce qui explique son retournement. En avril 1991, près de 46 % des personnes interrogées se déclaraient en faveur de la privatisation des grandes entreprises contre 38 % d'avis contraires ; en février 1993, les opposants se montaient à 67 % contre 21 % d'avis favorables.

Les partis qui contestent les privatisations, comme le Parti communiste et divers groupes centristes, ont donc obtenu un succès croissant. Et il faut ajouter aux voix obtenues par le Parti communiste celles des Agrariens et de deux partis communistes dissidents. Le Parti nationaliste modéré, qui atteint seulement la barre de 5 % malgré la popularité du général Lebed, montre que le nationalisme n'est pas une valeur politiquement porteuse, bien moins en tout cas que la critique de la politique économique libérale. Celle-ci ne pourra être continuée qu'au prix du renoncement à la démocratie ou d'une alliance entre les libéraux et les nationalistes fascisants de Jirinovski...

Circonstance aggravante : il n'y a plus de décisions centralisées en Russie. La guerre en Tchétchénie en est le meilleur indice. Dans une situation politique peu claire, le risque existe que des factions exploitent des crises internationales pour survivre, indépendamment d'un plan politique ou d'un projet d'Etat. Ce n'est pas nouveau dans l'histoire de la Russie.



Guerre et paix au début du XXIe siècle

Défense nationale, qui se veut résolument prospective, consacre son numéro d'avril au thème « Guerre et paix au XXIe siècle », c'est-à-dire à la publication des communications présentées lors du dernier colloque organisé par l'Institut des hautes études de défense nationale. Pas question de résumer des développements qui touchent à la démographie, à l'économie, à la sécurité, aux relations internationales, à la stratégie et à l'évolution technologique. On ne peut que grappiller des hypothèses ou des conclusions susceptibles d'enrichir la réflexion sur l'avenir de l'Europe, donc de la Suisse.

En 1980, les musulmans formaient le 18 % de la population mondiale. Samuel Huntington rappelle que, selon toute probabilité, ils en représenteront le 23 % en l'an 2000 et le 31 % en 2025. « Presque toutes les analyses s'accordent pour reconnaître qu'une société se trouve aux prises avec de grandes difficultés lorsque la tranche d'âge des 15-24 ans excède 20 % de la population globale. (...) Ce n'est pas tout à fait une coïncidence si la proportion de la jeunesse en Iran a atteint le chiffre des 20 % à la fin des années 70, et si la révolution iranienne a éclaté en 1979, ou si ce chiffre fatidique (...) a été dépassé en Algérie au début des années 90 (...). »

Burhan Ghalioun met en évidence « la déstabilisation du monde ». La crise actuelle n'est pas passagère, ni en Europe ni dans le Sud ; elle deviendra encore plus grave lorsque toutes les barrières douanières seront tombées, aggravant les inégalités, affaiblissant la protection sociale, créant un fossé entre les élites et les sociétés civiles. On peut craindre des implosions ou des explosions. « De Los Angeles à Paris, et de l'Afrique australe à l'Asie centrale, en passant par l'Inde, le Proche-Orient et les Balkans, les conflits se multiplient et les hommes (...) cèdent plus facilement à la tentation de la violence et de la guerre civile (...).» Pour Michael Howard, le début du XXIe siècle risque

[1] *Défense nationale*, 1 place Joffre, F-75007 Paris.

bien d'être une période de confusion avec des « conflits internes pouvant déboucher sur des affrontements interétatiques. Comme au XIXe siècle, les Etats se préoccuperont davantage du maintien de l'ordre et de la concorde à l'intérieur que de la poursuite de grandes ambitions extérieures. »

Harald Müller, de l'Institut de recherche sur la paix de Frankfurt am Main, part en guerre contre l'obsession touchant à la prolifération des armes de destruction massive. Le risque n'est si grand qu'on le dit ! Selon lui, il vaudrait mieux collaborer avec l'écrasante majorité des Etats du Sud, d'Orient et d'Extrême-Orient qui sont prêts à appliquer honnêtement les accords de non-prolifération plutôt que d'exercer des contrôles tatillons sur les exportations « sensibles ». A moyen terme, « il est improbable que la prolifération des armes de destruction massive ait une grande influence sur la politique mondiale (...). Une menace lointaine, non négligeable, réside dans le fait que les Etats du Nord peuvent être les victimes d'un chantage nucléaire terroriste par des moyens de lancements originaux, des « valises », et par des entités terroristes non identifiées qui pourraient ou non (...) obéir au gouvernement d'un Etat. »

Robert Gates, ancien directeur de la CIA, conteste les propos optimistes de Harald Müller. La prolifération est déjà un problème grave aujourd'hui. « En sus des programmes nucléaires nord-coréen, iranien, indien, pakistanais et de l'aspiration d'autres pays à en développer, il faut compter plus d'une douzaine de pays qui élaborent leurs propres programmes d'armes chimiques et biologiques, et quatorze nations qui détiennent des missiles balistiques. »

Pour Jean-Claude Chesnais, C'est à cause de sa démographie que l'Occident se trouve à son crépuscule. Le vieillissement de la population, l'effondrement de la natalité, aggravés par des politiques sociales qui ne favorisent pas la cellule familiale, a des répercussions sur l'esprit de défense. « Une population âgée a (...) un horizon plus court qu'une jeune ; elle aura tendance à valoriser davantage le passé que l'avenir, à préférer la soumission à la rébellion. La France de 1940 en est l'archétype ; c'était la nation la plus vieillie du monde ; elle a perdu contre l'envahisseur allemand. »

Eric Roethlisberger, vice-président du CICR, voit le « retour des génocides » comme une des formes de la violence au XXIe siècle, annoncée par les tragédies que l'on sait en Bosnie, au Rwanda, au Liberia, dans plusieurs territoires de l'ex-URSS. Les profondes mutations déclenchées par la fin de la guerre froide ont mis en interaction des « facteurs héréditaires, prédisposants et pathogènes des génocides. » L'histoire semble renouer avec un passé à la fois interrompu et occulté. « A l'aube du XXIe siècle, les nouveaux génocides pourraient ne plus seulement menacer des peuples épars, mais s'étendre à l'humanité dans son ensemble. »

Pour Jean-Louis Bruguière, le terrorisme n'est pas une des manifestations du crime organisé, puisqu'il poursuit un but politique et non économique. « La montée du fondamentalisme islamique dans ses manifestations les plus radicales est une situation nouvelle, lourde de menaces. Il ne s'agit pas d'un phénomène culturel ni de civilisation, mais d'une idéologie puissante, sans référence nationale, (...) légitimant par des considérations théologiques le recours à la violence. » L'Europe ne sert plus seulement de base arrière aux réseaux islamistes, elle est devenue un nouveau terrain de lutte. « Plus inquiétante est la mondialisation du phénomène. Nous sommes en effet confrontés à un activisme planétaire. »

H. W.